



CONTROLE G

PLAN GENERAL DE COORDINATION



Opération : ARRAS - Réhabilitation du bâtiment WEISS

Coordonnateur SPS en phase conception

Nom : Florent WARIN et Pierre GUESNAIS
Mail : florent.warin@controle-g.com

Mob : 06 58 24 75 16

Agence Pas-de-Calais/Littoral

20 C, rue des Ardennes
62510 ARQUES

Tél : 09.83.60.55.51

Coordonnateur SPS en phase réalisation

Nom : Florent Warin
Mail : florent.warin@controle-g.com

Mob : 06 58 24 75 16

Agence Pas-de-Calais/Littoral

20 C, rue des Ardennes
62510 ARQUES

Tél : 09.83.60.55.51

Aff. N : H-23-0016

Date 05/04/2023

Catégorie de l'opération : niveau 2

Indice	Date	Modifications apportées
O	05/04/2023	PGC Conception
1	05/04/2023	PGC Réalisation



**CONTROLE G : Agence
Pas de Calais**

20c Rue des Ardennes 62510 Arques

RCS Corbeil Essonne B 392 202 339

Siège social : 8 rue Charles Deguy 91230 Montgeron

SOMMAIRE

PLAN GENERAL DE COORDINATION	1
SOMMAIRE	2
RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	5
1. Coordonnées des intervenants.....	5
2. Description sommaire de l'opération	6
3. Planning prévisionnel.....	6
4. Catégorie de l'opération.....	6
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux (sous réserve d'exhaustivité)	6
6. Allotissement.....	7
7. Organisation de chantier-répartition des prestations entre les entreprises	8
8. Coordonnées des entreprises.....	9
MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
1. Autorisation administratives	10
2. DT/DICT	10
3. Plan d'installation de chantier	10
4. Modification de l'environnement de chantier	11
5. Cantonnements.....	11
Dans des roulottes autonomes, en phase terrassement	11
Dans des unités préfabriquées,	11
6. Bureaux de chantier.....	12
8. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier.....	12
9. Consignation des réseaux existants	13
10. Electricité de chantier	13
Installation électrique existante.....	13
Groupe électrogène insonorisé.....	13
Installation électrique à créer	13
.....	14
11. Eau potable du chantier	14
12. Aire de lavage du chantier - débourbeur	14
13. Aire de nettoyage des roues de véhicules du chantier.....	14
14. Téléphone de chantier	14
15. Nettoyage du chantier.....	14
16. Nettoyage des bureaux et cantonnements.....	15
17. Clôtures de chantier - accès chantier	15
Clôtures de chantier	15
Accès piétons.....	15
Accès véhicules et engins.....	16
18. Circulations horizontales.....	16
19. Circulations verticales	16
20. Aire de livraison	17

21. Zones de stockage.....	17
22. Echafaudages	17
25. Mise en service des ascenseurs définitifs	19
26. Treuil – chariots élévateurs – monte-matériaux	19
27. Plateformes d'élévatrices mobiles de personnes (recommandation R386)	19
28. Plateforme élévatrices sur mâts	20
29. Protections collectives contre les chutes de hauteur.....	20
32. Protections collectives contre le bruit	22
MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent.....	23
1. Horaires de chantier.....	23
2. Contraintes propres au site.....	23
3. Analyse de risques - Visite d'inspection commune- P.P.S.P.S.	23
4. Risques spécifiques	24
6. Plomb.....	24
7. Amiante	25
8. Présence d'explosifs ou de cavité	26
9. Circulations de chantier à proximité des bassins de tamponnement des eaux pluviales ou de zones aquatiques	26
10. Ponçage des parquets.....	27
11. Maladies nosocomiales	27
12. Zoonose	27
13. Curage– déconstruction.....	28
14. Démolitions	28
15. Mise en œuvre de banches à coffrer	29
16. Utilisation de passerelles	29
17. Préfabrication.....	29
MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	30
1. Accueil sur site et formation.....	30
2. Registre de sécurité	30
3. Enchaînement des tâches	30
4. Travaux superposés	31
5. Coactivité	31
6. Protection contre l'incendie.....	31
7. Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement	32
8. Confinement des postes de travail	32
9. Mesures de coordination et coactivités sur phase clos couvert	32
SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES EN EXPLOITATION	34
1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier	34
2. Activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier	34
MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES	35
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage	35
2. Conditions de coopération entre les intervenants	35

3. Non-respect des dispositions du Code du Travail	35
4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention	35
ORGANISATION DES SECOURS	36
1. Procédures - Accès.....	36
2. Téléphone	36
3. Sauveteurs Secouristes du Travail	36
4. Trousses de secours	36
5. Infirmerie	36
6. Sirène d'alerte manuelle	36
7. Zone de regroupement	37
AFFICHAGE DE SECURITE	38
ANNEXES	39

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
Centre Hospitalier d'Arras	57 avenue Winston Churchill CS 90006 62 022 Arras CEDEX		

Architecte	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
NVW Architectes	45 bis, rue Barthélémy Delespaul 59000 Lille		

OPC	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail

Coordonnateur SPS <i>en phase conception</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
CONTRÔLE G	20C, rue des Ardennes 62510 ARQUES	Mr WARIN et GUENAI	Tél. : 06 58 24 75 16. florent.warin@controle-g.com
Coordonnateur SPS <i>en phase réalisation</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
CONTRÔLE G	20C, rue des Ardennes 62510 ARQUES	Mr WARIN Florent	Tél. : 06 58 24 75 16. florent.warin@controle-g.com

DIRECCTE	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
Antenne Hauts de France	Quai Gambetta Immeuble D 62321 BOULOGNE SUR MER		Tél. : 03 21 60 28 00 nordpdc- ut62.uc4@direccte. gouv.fr

C.A.R.S.A.T.	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
Antenne Hauts de France	11 allée Vauban 59650 Villeneuve d'Ascq		Tél. : 09.71.10.39.60

O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
Lille	340, Av de la Marne 59700 Marcq-en-Baroeul		Tél. : 03.20.52.13.14

2. Description sommaire de l'opération

Description : Les travaux consisteront au désamiantage complet du bâtiment, à la réhabilitation thermique, la mises aux normes de l'accessibilité pour personnes en situation d'handicap (bâtiment d'hébergement, lieu de travail et ERP), la création d'un ascenseur adjacent au bâtiment desservant les niveaux du RDC au R+2, réfection des aménagements intérieurs et extérieurs, à l'installation d'un contrôle d'accès et la mise aux normes du système de sécurité incendie.

Localisation : 3 Boulevard Georges Besnier - 62000 ARRAS

3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 18 Mois
- Démarrage prévisionnel :
- Effectif prévisionnel : En moyenne
: En pointe

4. Catégorie de l'opération

L'opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en 2^{ème} catégorie.

Le CSPS a été désigné pendant la phase Conception

PGC réalisé en phase DCE, en attente de l'approbation par le MOA

5. Diagnostics établis préalablement aux travaux (sous réserve d'exhaustivité)

OBJET	RAPPORT	CONCLUSIONS
Amiante		Présence d'amiante dans : -
Plomb		Présence de peintures au plomb sur : -
Parasitaire		Absence d'infestation
Etude géotechnique des sols		

6. Allotissement

- Lot 01 DESAMIANPAGE - DEMOLITION - GROS ŒUVRE – CARRELAGE – OUVRAGE BOIS EXTERIEUR
- Lot 1A DESAMIANPAGE – DEMOLITION
- Lot 1B Gros Œuvre - Ouvrages bois extérieurs
- Lot 2 Etanchéité
- Lot 3 MENUISERIES EXTERIEURES
- Lot 04 : SERRURERIE
- Lot 05 : MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS
- Lot 06 : PLÂTRERIE DOUBLAGE PLAFONDS
- Lot 07 : PEINTURE – SOLS SOUPLES
- Lot 8 CHAUFFAGE - PLOMBERIE – VENTILATION
- Lot 9 ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES
- Lot 10 Ascenseur

7. Organisation de chantier-répartition des prestations entre les entreprises

Les entreprises en charge d'assurer les différentes prestations décrites dans le présent PGC sont désignées dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

PRESTATIONS DUES	ENTREPRISE(s) EN CHARGE DE LA PRESTATION PHASAGE
Autorisations administratives	Lot 1
DICT	Lot 1
Plan d'Installation de chantier	Lot 1
Modification de l'environnement de chantier	Lot 1
Cantonnements et Bureaux de chantier	Lot 1
Dispositions prise pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	Lot 1
Consignation des réseaux	Lot 9
Electricité du chantier	Lot 1
Eau potable du chantier	Lot 1
Téléphone de chantier	Lot 1
Extincteurs de chantier	Lot 1
Nettoyage du chantier	Lot 1
Nettoyage des bureaux et cantonnements du chantier	Lot 1
Clôtures de chantier Accès chantier	Lot 1
Circulations horizontales	Lot 1
Circulations verticales	Lot 1
Aire de livraison	Lot 1
Zones de stockage	Lot 1
Echafaudages	Lot concernée
Mise en service des ascenseurs définitifs	Lot 10
Treuil-monte-matériaux	Lot Concernée
Plateformes élévatrices sur mâts	Lot Concernée
Protections collectives contre les chutes de hauteur	Lot 1
Protections collectives contre le bruit	Lot 1
SST	Lot 1

8. Coordonnées des entreprises

Faire un « Imprim-écran » du CR de chantier du MOE (R4532-44§1), ou tableau

MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

1. Autorisation administratives

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

- L'occupation du domaine public ;
- La modification du stationnement et de la circulation des véhicules autour de l'emprise ;
- La modification de la circulation des piétons autour de l'emprise ;
- La modification du panneautage routier au droit des accès chantier ;
- La mise en place éventuelle de gendarmes couchés pour ralentir la vitesse des véhicules, avant et après l'accès au chantier ;
- Le raccordement aux réseaux publics ;
- L'installation de grue et de survol.

2. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et plans de réseaux (classes A, B et C), et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Sans réponse d'un ou plusieurs concessionnaires 9 jours avant démarrage la date prévue pour son intervention, une lettre de rappel leur sera adressée.

Les travaux à proximité de réseaux de classe A ne pourront toutefois démarrer qu'après un délai de 48 heures après envoi de ce courrier.

Les travaux à proximité de réseaux de classe B et C ne pourront débuter sans récépissé de la part des concessionnaires, et sans inspection complémentaire, marquage et piquetage, pour les réseaux de classe B et C.

3. Plan d'installation de chantier

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- L'implantation du bureau des agents de trafic ;
- Le principe de circulation et voies piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;

- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation éventuelle de recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

4. Modification de l'environnement de chantier

Les Travaux nécessaires, en dehors des limites de la parcelle, pour permettre l'installation de chantier, porteront principalement sur la protection ou la modification, puis la remise en état :

- De la végétation, du mobilier urbain, du panneautage ;
- Du cheminement piéton;
- De la circulation des véhicules ;
- Des emplacements de stationnement ;
- Des canalisations et réseaux, aériens et enterrés.

5. Cantonnements

Dans des unités préfabriquées,

Les cantonnements seront aménagés à l'intérieur de bungalows préfabriqués, à montage avec garde-corps (rings). Ces garde-corps seront maintenus en toiture après montage, jusqu'au démontage des bungalows. Un escalier d'accès ou une échelle à crinoline sécurisée permettront d'intervenir en sécurité sur leurs toits.

Ces installations seront raccordées aux égouts existants.

L'ensemble des bungalows, fondations, raccordements aux réseaux, etc..., sera évacué hors du chantier en fin de travaux.

Des vestiaires et sanitaires séparés seront aménagés pour le personnel féminin, en cas de besoin.

Ces installations devront pouvoir accueillir, pendant toute la durée de la phase, 20 personnes en pointe.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès soit possible, à chaque phase de travaux, sans avoir à traverser des zones en travaux.

Les parois et les sols de ces installations devront être lessivables.

Des extincteurs seront disposés dans les bureaux et réfectoires.

Des lave-bottes seront installés à l'entrée de la zone de cantonnements.

Sanitaires

Ils comporteront un WC, un urinoir et d'une douche pour 20 personnes, ainsi que d'un lavabo pour 10 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

En cas de besoin, des cabines sanitaires autonomes seront installées en complément des installations prévues ci-dessus, aux endroits désignés par le CSPS.

Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,25 m² environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Les chauffe-gamelles seront installés à l'extérieur des bungalows.

Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,25 m² environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

6. Bureaux de chantier

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, une salle de réunion pouvant accueillir l'équipe projet et les responsables des entreprises. L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication, de reprographie et d'accès internet nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

Un meuble spécifique sera obligatoirement mis en place pour le rangement des documents consultables par les organismes et les entreprises (PGC, PPSPS, Registre-Journal, PV de vérification, etc...).

7. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place de panneaux « interdisant l'accès au public ».

Les personnels des entreprises sur site seront tenus de porter une tenue siglée au nom de l'entreprise à laquelle ils appartiennent, ainsi qu'un badge nominatif avec photo.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les forces de police et de gendarmerie, les contrôleurs de l'URSSAF, l'inspection du travail, les services fiscaux et les caisses Congés Intempéries.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement.

Chaque entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et chacun de ses sous-traitants, pour que le chantier demeure clos et indépendant, en toutes circonstances (fermeture des accès après utilisation).

Les visites de chantier par les Tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage.

8. Consignation des réseaux existants

Avant tout début des travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées. En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Un procès-verbal, établi après consignation de chacun des réseaux, sera transmis au CSPS et au Maître d'Œuvre, avant démarrage effectif des travaux de sondage, curage, démolition, terrassement, etc.

Toutes les installations existantes maintenues sous tension seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage et d'étiquettes adhésives (voir photos ci-dessous, à titre d'exemple).



9. Electricité de chantier

Installation électrique existante

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Groupe électrogène insonorisé

Dans l'attente du raccordement par le concessionnaire, et pendant toute la durée de cette attente, un groupe autonome de production d'électricité insonorisé, conforme à la réglementation en vigueur, sera mis en place. Compris cuve à gasoil et dispositif de rétention, mise à la terre, vérification par un organisme agréé avant mise en service.

Installation électrique à créer

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât ;
- Le branchement séparé des cantonnements ;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements ;
- L'éclairage éventuel de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier (accès aux bungalows, aire de livraison, pistes de chantier).
- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec puissance adaptée aux besoins, prises électriques en nombre suffisant, y compris triphasé, ainsi que les réseaux de distribution ;
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, etc...si nécessaire.

Le nombre de coffrets sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins un coffret à 25 m en tous points du chantier.

Les coffrets électriques seront étanches, et munis d'un arrêt d'urgence. Ils seront en permanence fermés à clef, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

10. Eau potable du chantier

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable (les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux,

11. Aire de lavage du chantier - débourbeur

L'aire de lavage sera réalisée au droit de la sortie des véhicules de chantier. Elle sera constituée de caillebotis de roulage placés dans un bassin de lavage étanche. L'ensemble sera raccordé sur le circuit d'alimentation en eau potable du chantier, ainsi que sur un bac de décantation des boues et de séparation des hydrocarbures, avant renvoi à l'égout.

12. Aire de nettoyage des roues de véhicules du chantier

L'aire de nettoyage sera constituée :

- d'une unité mobile de nettoyage sous-pression, raccordée au réseau d'eau et d'électricité du chantier ;
- d'une dalle béton pentée vers un caniveau collecteur ;
- d'une évacuation des eaux vers l'égout ou vers un drain.

13. Téléphone de chantier

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants.

A défaut de réseau stable le Maître d'œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

14. Nettoyage du chantier

Les gravats, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis évacués à la benne appropriée.

En cas de manquement, et sur simple constat, la direction de chantier pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Les bennes à gravats seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier. Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En l'absence de bennes communes, chaque entreprise devra l'enlèvement de ses propres déchets à l'avancement.

15. Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat de la direction de chantier, et sans mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

16. Clôtures de chantier - accès chantier

Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA, balises souples
- de tunnels pour piétons ;
- de feux de signalisation,
- de marquages au sol,
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront détruites ou démontées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, avec menottage et jambes de force.

Suivant l'environnement de chantier, les clôtures de chantier délimitant l'emprise pourront être constituées par des éléments opaques (bardage, par exemple), conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, compris jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, avec menottage et jambes de force.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage, devra être stable aux vents extrêmes (au sens de la NV 65).

Accès piétons

L'accès piéton à l'emprise se fera depuis le trottoir de la rue, par le biais :

- d'un portillon, ouvrant vers l'intérieur de l'emprise, largeur libre 0,80 m, condamnation par cadenas à chiffre sur chaîne ou verrou à code mécanique ;

Un cheminement propre et sécurisé donnera accès, depuis la limite de l'emprise, aux cantonnements.

Accès véhicules et engins

L'accès chantier se fera par le biais d'un portail à 2 vantaux, intégré à la clôture de chantier. Prestation identique pour la sortie de chantier.

En aucun cas les ouvrants, pendant leur manœuvre, ne devront empiéter sur la voie publique.

L'accès au chantier se fera obligatoirement en marche avant, de même que la sortie de chantier sur le domaine public. Chaque entreprise veillera à ce qu'un homme-traffic sécurise la manœuvre des véhicules sortant de l'emprise.

Après chaque entrée ou sortie, le portail sera refermé.

Un dispositif de blocage des vantaux en position ouverte, ou semi-ouverte, empêchera les vantaux de se déplacer seuls.

17. Circulations horizontales

Toutes les circulations provisoires horizontales, pour piétons, véhicules, engins, seront dues pendant toute la durée des travaux.

A chaque phase de travaux, la matérialisation de toutes les circulations piétonnes sécurisées devra être effectuée, depuis les limites d'emprise et les cantonnements jusqu'aux postes de travail.

Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Ces circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins.



Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux. Ils seront protégés par des auvents.

Une zone permettant aux véhicules de livraison de sortir en marche avant (aire de retournement) sera aménagée et délimitée par un barriérage sécurisant la manœuvre, pendant toute la durée des travaux.

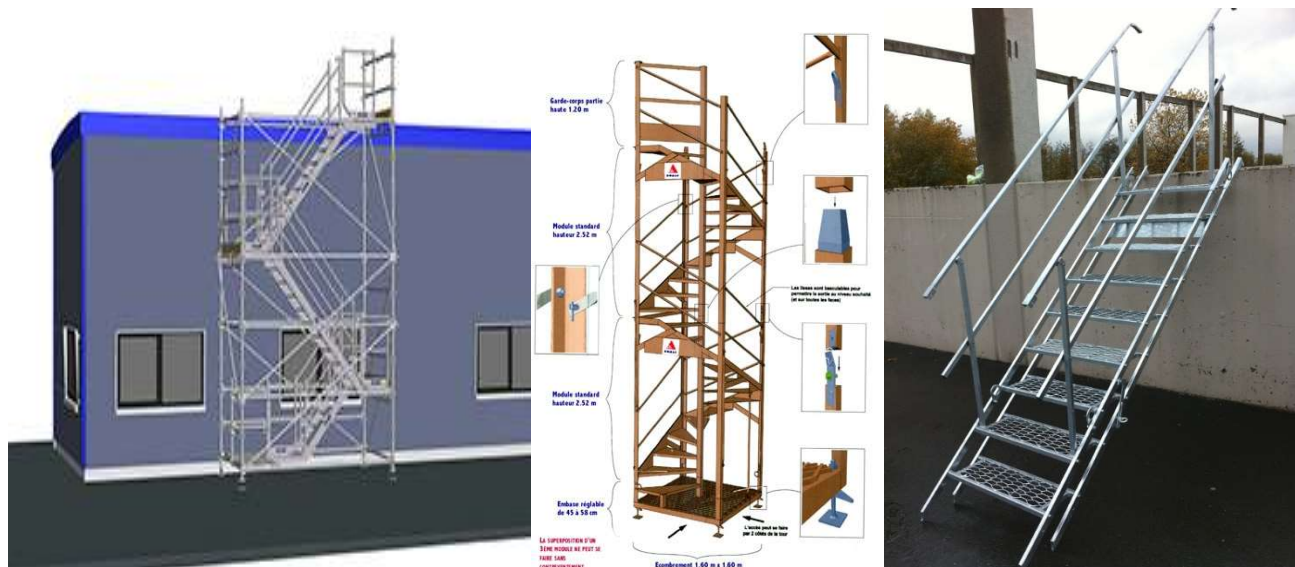
18. Circulations verticales

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront dues pendant toute la durée des travaux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale seront privilégiés aux échelles.



L'utilisation, avant réception des travaux par le MOA, d'échelles à crinoline, ne sera autorisée qu'après autocontrôle de l'entreprise.

19. Aire de livraison

L'aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La portance des sols devra être compatible avec tous les approvisionnements prévisibles dans le cadre de la réalisation des travaux.

Des zones de déchargement permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue seront également dus au titre de la prestation.

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

20. Zones de stockage

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Le Coordonnateur SPS sera en charge de la désignation des zones de stockage affectées à chaque corps d'état.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Chaque entreprise sera en charge de réaliser les travaux nécessaires à la réalisation de ses zones de stockage, ainsi que de la remise en l'état antérieur.

21. Echafaudages

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc. seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;

- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par une personne compétente de l'entreprise.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

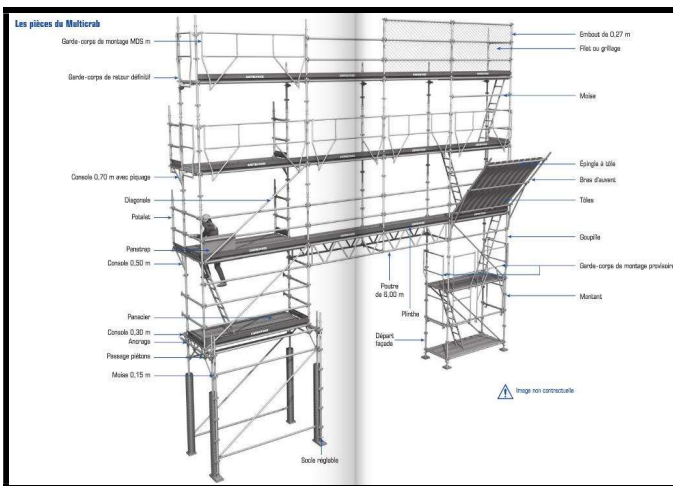
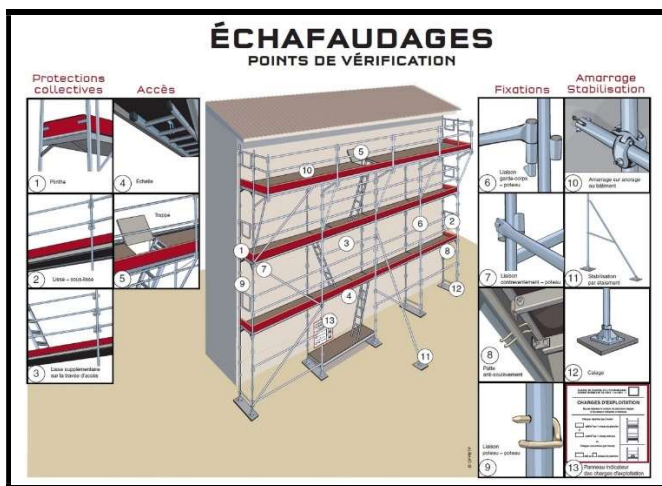
Un examen d'adéquation sera réalisé avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage.

Les compléments éventuels laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudier.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

La vérification des échafaudages sera réalisée par autocontrôle du monteur sauf ouvrages spéciaux (ouvrages d'art, monuments historiques...).

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux) et réalisée par une personne compétente de l'entreprise utilisatrice.



Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du concessionnaire).

Toutes les enseignes lumineuses, panneaux, dispositifs d'éclairage, etc... seront protégés mécaniquement, et mise à l'abri des poussières et projections d'eau.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage, sur une hauteur de 2 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadénassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2^e plancher sera sécurisé de la même manière. Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappes fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, pourront être mis en place.

22. Mise en service des ascenseurs définitifs

Conformément aux dispositions du Décret n° 92-958 du 3 septembre 1992, chaque entreprise prendra les mesures d'organisation appropriées ou utilisera les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Conformément aux recommandations R 477 de la CNAMTS (Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges), les ascenseurs seront utilisés comme moyens d'approvisionnement de chaque niveau.

Cette mise en service comprendra la protection de toutes les parois de cabine, la mise en place d'un boîtier de commande provisoire, la protection des portes (bâti et ouvrants), le raccordement électrique, le raccordement téléphonique de la cabine, et la mise en place d'un liftier si besoin.

23. Treuil – chariots élévateurs – monte-matériaux

Conformément aux dispositions du Décret n° 92-958 du 3 septembre 1992, chaque entreprise prendra les mesures d'organisation appropriées ou utilisera les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Un treuil sur rail ou sur potence mobile sera mise en œuvre dans la cage d'escalier, et mis à disposition de toutes les entreprises. Seuls les personnels formés seront autorisés à utiliser ce treuil. La formation des personnels devra être portée au registre de sécurité du chantier. Les protections collectives au droit du treuil seront maintenues, en toutes circonstances. La zone sous charge sera balisée, et son accès interdit.

24. Plateformes d'élévatrices mobiles de personnes (recommandation R386)

Tout conducteur doit être titulaire du Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (CACES) correspondant à l'engin. Il doit posséder une aptitude médicale spécifique.

Il doit être en possession d'une Autorisation de Conduite spécifique au chantier, signée de son employeur.

Il est strictement interdit de travailler en montant sur les garde-corps, même équipé d'un harnais de sécurité.

Les utilisateurs doivent s'informer au préalable des conditions atmosphériques et ne pas utiliser les nacelles lorsque le vent est supérieur à la valeur indiquée par le constructeur.

Les engins doivent avoir un PV de vérification à jour.

Ils doivent être dotés d'un avertisseur de déplacement.

Il est interdit de circuler sur les voies publiques.

L'entreprise utilisatrice doit réaliser un balisage systématique en sous face des zones d'intervention.

Une personne connaissant le fonctionnement des dispositifs de sécurité doit rester en permanence à proximité de la PEMP afin de pouvoir agir en cas d'urgence.

Il est strictement interdit d'effectuer du levage à l'aide d'une PEMP ou d'accéder à une zone en hauteur.

Il est impératif de respecter les charges admissibles inscrites sur la notice du constructeur.



25. Plateforme élévatrices sur mâts

Des plateformes élévatrices sur mâts (série lourde) seront mise en œuvre en façades, sur toute hauteur. Ces plateformes seront dotées d'anémomètres déclenchant la descente automatique au-delà de la vitesse de vent définie par le constructeur.

La mise en œuvre de ces matériels sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

La prestation comprendra la formation à la conduite du dispositif installé d'au moins un représentant de toute entreprise appelée à intervenir (notamment la redescente manuelle en cas de panne).

Toutes les mesures prises pour empêcher la chute accidentelle de matériels ou de matériaux des plateformes (protection périphérique grillagée de 2m de hauteur) seront communiquées au CSPS avant tout début de mise en œuvre.

26. Protections collectives contre les chutes de hauteur

Toute entreprise déposant une protection collective devra la remplacer par une protection au moins équivalente. En cas de non remise en place de protections collectives, le Maître d'œuvre appliquera les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires (escaliers, garde-corps).

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la maintenance, la surveillance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

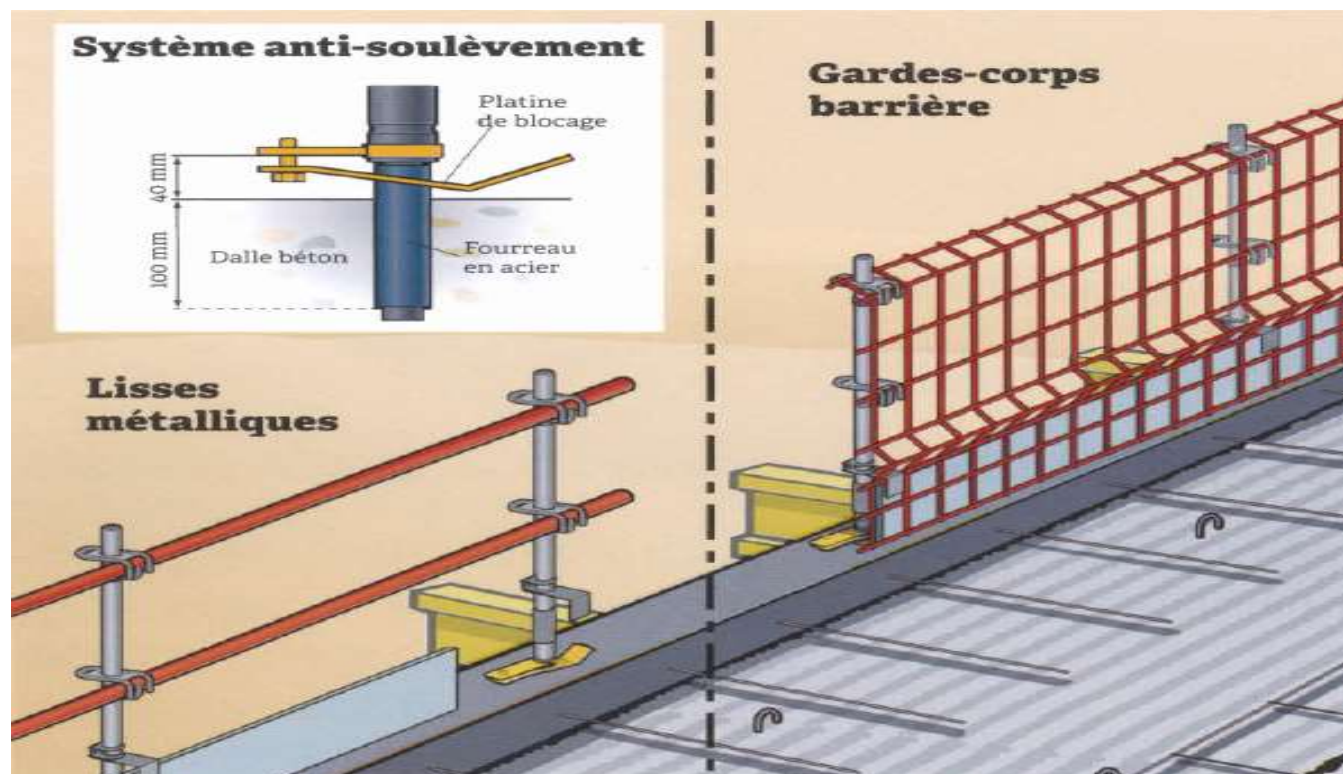
Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives seront constituées principalement de garde-corps ou d'occultations rigide conforme à la réglementation en protection de tous les abouts de dalles, de baies, de toitures et de trémies.



Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités ou d'une goulotte en plastique rigide. Les « bouchons » seront proscrits.

Concernant les travaux de charpente/couverture, la prestation comprend la mise en place, en sécurité, puis la dépose des filets et des platelages sous tous les éléments de charpente et débords, avant tout démarrage des travaux de charpente et de couverture.

La protection de chaque baie d'ascenseur sera assurée, à chaque niveau, par un élément de protection de type panneau métallique grillagé sur 2 m de hauteur, avec vérins réglables, et plinthe pleine en partie basse. Ces éléments devront pouvoir être déposés depuis l'intérieur de la gaine d'ascenseur.



27. Protections collectives contre le bruit

En cas d'utilisation prolongée (à l'appréciation du CSPS) de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CPCS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent

1. Horaires de chantier

Les horaires de chantier sont ceux de la Ville de localisation du chantier.

Cependant, les travaux les plus bruyants devront être exécutés entre 8h30 et 12h, et entre 13h et 17h.

2. Contraintes propres au site

Chaque entreprise intégrera à ses méthodologies toutes les sujétions liées à la proximité :

- De bâtiments classés ou sensibles ;
- De réseaux aériens ;
- De réseaux enterrés ;
- De voies de communication particulières (voies rapides, carrefour, réseau ferré, voies navigables) ;
- De bâtiments, équipements, parcs ou jardins, commerces en activité ;
- D'éventuels travaux à proximité immédiate

3. Analyse de risques - Visite d'inspection commune- P.P.S.P.S.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Avant remise de son PPSPS, chaque entreprise sera tenue de provoquer sa visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS, en prenant l'initiative de lui proposer par mail un rendez-vous au moins 10 jours avant la date prévue d'intervention sur site.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuel et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Les personnels formés pour travailler à partir d'un échafaudage de pied seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les personnels autorisés à conduire (engins de chantier, engins de levage, etc.) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les S.S.T. (Sauveteurs Secouristes du Travail) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux et en particulier :

-
-
-
-
-
-

Ces notes devront être transmises 10 jours avant travaux au CPCS, pour harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Risques spécifiques

1. Travaux exposant à des travaux ionisants
2. Travaux exposant à des substances explosives, inflammables et toxiques CMR
3. Travaux exposant à des agents biologiques
4. Travaux effectués sur une installation classée
5. Travaux de maintenance sur machines spécifiques
6. Travaux de modifications sur ascenseurs
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute et très basse température
8. Travaux avec utilisation de ponts roulants
9. Travaux avec utilisation de treuils mus manuellement
10. Travaux exposant à pièces nues sous tension supérieure à la TBT
11. Travaux sur équipements dont seuls des salariés désignés et formés sont autorisés à intervenir
12. Travaux exposant à des risques de chutes de hauteur.
13. Travaux avec exposition sonore supérieure à 85 dB
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement
16. Travaux de montage/démontage d'éléments préfabriqués
17. Travaux de démolition
18. Travaux dans cuves ou en atmosphère confinée
19. Travaux en milieu hyperbare
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser
21. Travaux de soudage avec recours à un permis de feu

5. Plomb



Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives, réalisées sur le modèle ci-contre.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m², dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, et conformément aux dispositions de l'article L4121-3 du Code du Travail, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement d'éléments contenant du plomb.

Cette méthodologie prendra en compte les dispositions du Décret du 23.12.2003 (risque chimique), de l'Arrêté du 18 mai 2009 (contrôle des travaux), ainsi que les prescriptions de la parution ED 909 de l'INRS et sera incorporée au P.P.S.P.S. de l'entreprise.

Le PPSPS devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise intervenant sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers, à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air ;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes, avec alimentation secourue associée, tests de fumée, etc...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;
- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

Tous les éléments d'échafaudage seront nettoyés avant démontage, notamment pour enlèvement des poussières de peintures au plomb.

6. Amiante



Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans le bâtiment, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre.

L'entreprise en charge des travaux devra le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes en cas de décollement ou disparition.

Les travaux de désamiantage seront entrepris suivant le plan de retrait. Chaque phase de travaux fera l'objet d'un plan d'installation, niveau par niveau.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'entreprise en charge des travaux, obligatoirement qualifiée 1552 (QUALIBAT ou AFNOR Certification) établira un plan de retrait concernant l'enlèvement des matériaux contenant des fibres d'amiante.

L'entreprise transmettra au CSPS copie de l'Avis de Réception du plan de retrait, en provenance des Organismes Officiels de Prévention. Les travaux ne pourront démarrer, au mieux, que 30 jours après la date la plus récente figurant sur ces Avis.

Les dispositions y figurant devront être conformes aux préconisations portées à la parution ED 6091 de l'INRS.

Avant démarrage effectifs des travaux de désamiantage (compris préparation et confinements), l'entreprise en charge des travaux sera tenue d'intégrer, dans son plan de retrait, toutes les demandes et observations éventuelles des organismes.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue ; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 dB mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la Maitrise d'Œuvre.

Les mesures de restitution 1 seront établies par l'entreprise en charge des travaux ; les mesures de restitution 2 sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les constats visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Ouvrage au moins 15 jours avant intervention du diagnostiqueur.

Tous les éléments d'échafaudage seront protégés afin de ne pas être contaminés par les fibres d'amiante. En l'absence de telles protections, les éléments d'échafaudage seront considérés comme déchets amiantés, et évacués en décharge appropriée.

8. Présence d'explosifs ou de cavité

En cas de découverte d'engins de guerre non repérés antérieurement, l'entrepreneur devra :

- ✓ Faire cesser le travail immédiatement dans un rayon de 100m.
- ✓ INTERDIRE DE TOUCHER A L'ENGIN SUSPECT ET DE LE DEPLACER,
- ✓ Prévenir le service départemental de la protection civile à la Préfecture.
- ✓ Mettre en place un balisage sur toute la périphérie comportant la mention « DANGER – INTERDICTION D'ACCES ».
- ✓ Soustraire à la vue du public la munition découverte en la recouvrant de terre,
- ✓ Ne pas ébruiter,
- ✓ Faire surveiller le site en attendant le service du déminage (sans prendre de risque).

En cas de découverte de cavité souterraine :

- ✓ Alerter le Maître d'œuvre qui prendra les mesures appropriées et avertir le coordonnateur SPS
- ✓ Faire cesser le travail immédiatement afin d'éviter l'effondrement du toit de la cavité
- ✓ Mettre en place un périmètre de sécurité.

9. Circulations de chantier à proximité des bassins de tamponnement des eaux pluviales ou de zones aquatiques

Principales mesures de prévention :

- ✓ Echelles sur pentes ou échelles de cordes au niveau des berges
- ✓ Port de gilets de sauvetage autogonflants pour le personnel travaillant à proximité de l'eau
- ✓ Analyse préalable des modalités d'intervention des secours et rédaction d'un plan de secours.
- ✓ Présence de bouées de sauvetage

- ✓ Mise en place de garde-corps sur berges.

10. Ponçage des parquets

L'entreprise en charge des travaux procèdera à l'évaluation des risques liés au ponçage des parquets. Les mesures d'empoussièrement sur opérateur seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

En fonction des résultats des mesures d'empoussièrement, et si nécessaire, l'entreprise en charge des travaux devra la mise en œuvre des protections individuelles sur opérateurs (masques à ventilation assistée, combinaisons, etc...), ainsi que le confinement des zones à traiter.

Ce confinement sera réalisé par mise en œuvre de cloison BA 13 avec portes d'accès bois à condamnation unique depuis la zone confinée (polyane exclu), etc...

L'entreprise en charge des travaux devra le nettoyage des zones traitées par aspiration THE, avant déconfinement.

11. Maladies nosocomiales

Pour lutter contre le risque d'aéro-bio-contamination lié à la présence de particules dont certaines vont pouvoir se charger de bactéries (sous forme végétative, Sporulée Bacillus par exemple) de champignons (genre aspergillus), de virus..., les mesures suivantes seront mises en œuvre :

- Confinement, avant toute intervention (cloisons, portes, fenêtres, trous de serrure, partie basse des portes, bouches de ventilation) ;
- Ventilation obturée dans les zones de travaux ;
- Mise en dépression de la zone de travaux ;
- Bâchage dans les circulations ;
- Balayage quotidien à l'humide des circulations utilisées par le personnel de l'entreprise ;
- Réalisation de sas de décontamination par rayonnement, avec zone d'habillage et de déshabillage, poubelle, stock d'EPI, lingettes de nettoyage, etc. ;
- Mise à disposition des intervenants d'EPI (sur-chaussures, combinaisons intégrales, demi-masques à ventilation assistée ;
- Gravats arrosés et javellisés ;
- Double ensachage des gravats dans les sas ;
- Bâchage des camions et des bennes lors de l'enlèvement des gravats.

12. Zoonose

Pour lutter contre les risques liés à la présence de fientes d'oiseaux dans le bâtiment, une opération d'assainissement des locaux affectés sera menée avant toute intervention dans les existants.

Une base vie provisoire sera implantée dans la partie saine du bâtiment. Cette base vie comportera des vestiaires à double compartiment, un double sas, une douche, et un conteneur à fermeture hermétique.

Le double sas sera installé de manière à séparer les zones saines des zones affectées, et à permettre l'habillage et le déshabillage, avec les EPI adaptés : combinaison intégrale avec cagoule et sur chaussures, gants, demi-masque avec ventilation assistée.

Les personnels affectés aux travaux d'enlèvement des fientes devront avoir été formés à l'utilisation d'EPI à ventilation assistée, et avoir été reconnus apte par le médecin du travail.

13. Curage– déconstruction

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La validité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence d'amiante.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation conforme aux dispositions du décret 2006-761.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

En cas de dégagement de poussières, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

14. Démolitions

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des inspections visuelles réalisées après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux intégrera la présence de sous-sols dans son mode opératoire et le choix de ses matériels et équipements.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'étude l'entreprise en charge des travaux, et présentée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiquée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétroréfléchissantes.

L'entreprise en charge des travaux prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

L'entreprise en charge des travaux mettra en place au moins un dispositif de brumisation, reliés au réseau d'eau potable du chantier, ou alimentés par une cuve autonome. Chaque dispositif devra être installé sur un bras articulé télescopique permettant d'approcher le brouillard de gouttelettes d'eau au plus près de la source d'émission de poussières.

En complément, des lances à eau (diamètre 40mm minimum) devront être mises en batteries pour maintenir les tas de gravois humides.

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspectes, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'entreprise en charge des travaux, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

L'entreprise en charge des travaux fera constater cette mise en sécurité dans un PV présenté au MOE ainsi qu'au CSPS.

15. Mise en œuvre de banches à coffrer

L'entreprise en charge des travaux utilisera de préférence des banches à compas de stabilisation. A défaut, les banches devront être en permanence :

- Soient tenues par la grue, pendant les manœuvres de déplacement ;
- Soient stabilisées par des lests adaptés.

Avant toute mise en œuvre, l'entreprise en charge des travaux vérifiera la présence et le bon fonctionnement des garde-corps et trappes d'accès.

L'accès aux plateformes de travail se fera uniquement par les échelles prévues à cet effet.

16. Utilisation de passerelles

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de calepinage des passerelles intégrant les singularités (balcons, loggias, corniches, porte à faux, etc.), et mettra en place un autocontrôle de l'implantation des attaches volantes.

La personne compétente de l'entreprise procédera à l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, et l'examen journalier de conservation.

17. Préfabrication

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de pose pour la mise en place des éléments préfabriqués, ainsi que le plan d'étalement associé.

Les éléments seront approvisionnés sur site dans l'ordre prévu pour leur pose, en suivant la numérotation figurant sur le plan de pose.

Les éléments préfabriqués seront équipés de garde-corps avant levage et mise en place.

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

1. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeable, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer. Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

2. Registre de sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ou volants ;
- Les engins de levage et leurs accessoires ;
- Les monte-charges et lifts ;
- Les engins de chantier ;
- Les passerelles repliables de travail et de coffrage ;
- Les banches à coffrer ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;
- De l'installation d'échelles à crinolines (si utilisation avant réception des travaux par le MOA).

Ce registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

3. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

Avant toute intervention entre faces coffrantes ou aux abords de banches (incorporations notamment), chaque entreprise donnera instruction à ses personnels de vérifier que ces banches sont correctement stabilisées.

4. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

5. Coactivité

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés (voir PPSPS) sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.



Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Protection contre l'incendie

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

Leur emplacement sera défini avec le CSPS au démarrage du chantier, et sera porté à la connaissance de l'ensemble du personnel de chantier, et ce pendant toute la durée des travaux.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du donneur d'ordre de l'opération.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

7. Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuels appropriés.

Les engins à propulsion thermique (mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

8. Confinement des postes de travail

Les postes de travail susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs nocives devront être confinés de façon étanche.



9. Mesures de coordination et coactivités sur phase clos couvert

➤ Zone à risque : fouille et pied de poteau. Protection des fondations de poteaux sur 4 face avec un passage libre de 40 cm pour laisser passer un homme

* Mesures à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche : Mise en place de balisage en retrait des fouilles par VRD

* Mesure à mettre en œuvre par les autres entreprises : Ne pas ôter le balisage avant remblaiement au plus

vite par VRD en pied de poteaux

- Zone à risque : zone pose charpente.
 - * Mesures à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche : Mise en place de chef de manœuvre et balisage. Responsable balisage : le grutier et chef de chantier
 - * Mesure à mettre en œuvre par les autres entreprises : Pas d'intervention sous la zone de pose de la charpente. Respect des consignes du charpentier

- Zone à risque : intervention en couverture
 - * Mesures à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche : Mise en place d'une tour escalier pour accès en hauteur, mise en œuvre de filet de sous face et mise en œuvre plaque en périphérie sur lisse posé par le lot bardage avant intervention. Pas d'intervention en toiture si pas de protection périphérique.
 - * Mesure à mettre en œuvre par les autres entreprises : Ne pas toucher ni modifier la tour escalier et les filets.

- Zone à risque : Zone pose bardage
 - * Mesures à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche : Mise en place de chef de manœuvre et balisage de la zone d'évolution des nacelles en tenant compte de la courbure de chute. Avant intervention à la nacelle, s'assurer que la zone d'évolution des nacelles est stable, compact et plane.
 - * Mesure à mettre en œuvre par les autres entreprises : Respecter zone délimitée le lot bardage et les consignes du chef de manœuvre. Le remblaiement périphérique fait par le lot VRD sera stable et pouvant recevoir une nacelle ciseau sur 4 m. Une attention particulière sera portée sur le compactage en pied de façade.

- Une cellule d'écart entre pose charpente et couverture bardage

SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES EN EXPLOITATION

1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement dans son plan de prévention.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installation électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes.

Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage

2. Activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier

Opération voisine

Accès pompier

Proximité d'un établissement pénitentiaire, d'une ambassade, d'une Synagogue, d'une école, etc...

Zone aéroportuaire,

Proximité d'un réseau ferré, d'une gare

Réseau Trampil,

MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage

Le CSPS signalera au MOA et au MOE la présence sur site de toute entreprise dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le MOA donnera accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS aura autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Conditions de coopération entre les intervenants

Le MOA informera par écrit ou par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise sous-traitante.

Les fiches d'observations et compte-rendus de visites d'inspection communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants concernés seront tenus de viser ces fiches par retour de mail (si elles ne l'ont pas été directement sur site), en apportant, en réponse, les commentaires éventuels, justificatifs demandés et actions correctives entreprises.

Les intervenants transmettront au CSPS leurs documents obligatoirement au format PDF.

Le prêt pour l'utilisation de matériel fera obligatoirement l'objet d'une convention entre les parties.

La mutualisation des moyens en particulier d'accès et de levage est à privilégier.

3. Non-respect des dispositions du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, ou le Maître d'Ouvrage.

Par conséquent, en cas de manquements répétés, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire arrêter les postes de travail déficients.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

ORGANISATION DES SECOURS

1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées au § 7 « organisation de chantier » assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

5. Infirmerie

Dès que l'effectif du chantier atteindra 200 personnes, une infirmerie devra être installée sur site

Un infirmier diplômé d'état sera présent en permanence sur site.

Tous les frais induits par la présence de l'infirmier sur le chantier sont à la charge de l'entreprise en charge de la prestation, y compris raccordement aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts), mobilier, matériel médical, consommables, nettoyage etc.

La localisation de l'infirmerie, ainsi que la liste des moyens dont l'infirmier disposera pour remplir sa mission, fera l'objet d'une note d'information générale diffusée aux différents intervenants sur le site

6. Sirène d'alerte manuelle

Une sirène d'alerte manuelle sera mise à disposition des intervenants sur site. Elle sera mise à disposition des intervenants dans le bureau de chantier (emplacement à soumettre au CSPS au démarrage des travaux). Elle sera

confiée aux opérateurs effectuant des travaux sensibles (lors de travaux de démolition, de reprise en sous-œuvre, de terrassements, ou à proximité de conduites de gaz etc.).

A leur arrivée sur site, chaque intervenant sera informé, par le responsable sur site de chaque entreprise, de la présence de cette sirène, de son utilité, de son usage, et des consignes à respecter en cas d'alerte.

7. Zone de regroupement

La zone de regroupement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le MOA.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

AFFICHAGE DE SECURITE

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LES POMPIERS

 **18/112**

ET DITES :

1. ICI CHANTIER de construction / travaux publics

ADRESSE :

POINT DE REPERE :

TELEPHONE DU CHANTIER:

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

ENVOYEZ QUELQU'UN A L'ENTREE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.

PUIS PREVEENEZ LES REPRESENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER

ANNEXES

CARTE BTP

CARTE BTP D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE

Un nouvel atout dans la lutte contre le travail illégal et la concurrence sociale déloyale

Une carte d'identification professionnelle

- OBLIGATOIRE
- HAUTEMENT SÉCURISÉE
- POUR TOUS LES SALARIÉS travaillant sur les chantiers, y compris :
 - les intérimaires,
 - les détachés,
 - les intérimaires détachés.

Environ **500 000 entreprises** et plus de **2 M de salariés** concernés.

Un dispositif innovant gère du moment à moment les cartes.

Un contrôle des cartes en temps réel sur les chantiers par lecture de QR Code.

Rendez-vous sur www.cartetbp.fr pour en savoir plus !

Pour les salariés et intérimaires des entreprises établies en France : un déploiement progressif par zones géographiques

ENTREPRISE EN VIGUEUR	FRANCE ENTIERE	22/03
Salarier non intérimaire d'entreprises établies hors de France	FRANCE ENTIERE	22/03
Salarier et intérimaire d'entreprises établies en France	DÉPloiement RÉGIONAL	
Nouvelle Aquitaine, Occitanie	ZONE 1	22/03
Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est	ZONE 2	01/05
Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse	ZONE 3	01/06
Île-de-France, Hauts-de-France, Normandie	ZONE 4	01/07
Bretagne, Occitanie	ZONE 5	01/08

NOTES

La carte BTP est obligatoire pour les entreprises établies en France à partir du 22/03/2022. Les entreprises établies hors de France sont concernées à partir du 01/05/2022. Les entreprises établies en France sont concernées à partir du 01/05/2022. Les entreprises établies hors de France sont concernées à partir du 01/05/2022.

CARTE BTP D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE

Une carte sécurisée, spécifique à chaque type d'entreprise et de salarié

Salarier d'une entreprise établie en France

Salarier non intérimaire

1. Pas de mention de statut du salarié.
2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise personne physique).
3. Numéro de SIREN.
4. Présence facultative du logo de l'entreprise.

VALIDITÉ : durée du contrat de travail. Pour les salariés en CDI dont le contrat est renouvelé sans interruption, la validité de la Carte BTP peut être prolongée par l'employeur.

Salarier intérimaire

1. Mention Salarier intérimaire.
2. Aucune mention relative à l'entreprise.

VALIDITÉ : circule à compter de la date de démarrage.

Éléments obligatoires sur tous les modèles de cartes

1. Logotype officiels : Carte BTP, UICF BTP, Marquage de la République Française.
2. Date de délivrance de la carte.
3. Identifiant du support physique.
4. Numéro de gestion de la carte.
5. QR Code.
6. Identification du salarié : nom de naissance, prénom, sexe, photo.

Une carte quasiment infalsifiable

La carte est réalisée en polycarton. Elle est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte à l'aide d'un lecteur. La carte est sécurisée par un système de gestion de la carte. La carte est sécurisée par un système de gestion de la carte.

Salarier d'une entreprise établie hors de France

Salarier détaché non intérimaire

1. Mention Salarier détaché.
2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise personne physique).
3. Présence facultative du logo de l'entreprise.

VALIDITÉ : durée du détachement.

Salarier intérimaire détaché

1. Mention Salarier intérimaire détaché.
2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise personne physique).
3. Présence facultative du logo de l'entreprise.

VALIDITÉ : durée du détachement.

Rendez-vous sur www.cartetbp.fr pour en savoir plus !



Conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du Code du travail, la liste des travaux dangereux, les entreprises sont tenues de suivre les conseils de ce présent document qui constitue un support destiné à aider les opérateurs.

Ce document doit être rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage ou chef d'entreprise. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant. La délivrance de ce document sous-entend que les signataires se sont informés préalablement de la configuration des locaux concernés par les travaux par points chauds et de ceux situés à proximité, des substances qui y sont utilisées ou entreposées, des activités effectuées (risques particuliers) et de l'état du matériel devant être utilisé pour les travaux.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux

MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom		
Représenté par		Surveillant des travaux
Fonction		Fonction

ENTREPRISE INTERVENANTE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale	
Adresse	
Tél.	
Fax	
Email	
Représentée par	

DESCRIPTION DES TRAVAUX :

Liste des travaux appelés «par point chaud» :

- ☐ le soudage au chalumeau à gaz, de bandes de bitume du type bicouches élastomères, utilisé dans les travaux d'étanchéité de toitures
- ☐ le soudage à l'arc électrique
- ☐ le soudage au chalumeau à gaz (oxyacétylénique ou aérogaz)
- ☐ l'oxycoupage utilisé pour le découpage de métaux au jet d'oxygène
- ☐ les coupages et meulages au moyen de tronçonneuses, meuleuses d'angle ou ponceuses
- ☐ tous les travaux susceptibles, par apport de flamme, de chaleur ou d'étincelles, de communiquer le feu aux locaux

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

Risques particuliers liés aux produits, au procédé, aux stockages

INTERVENTION

Localisation des travaux	

Début des travaux	Fin des travaux
date	
heure	

Documents associés :	<input type="checkbox"/> Plan de prévention	<input type="checkbox"/> Permis de pénétrer
	<input type="checkbox"/> Autorisation de travail	<input type="checkbox"/> Proximité de zone Atex
Matériels utilisés :	<input type="checkbox"/> poste à souder	<input type="checkbox"/> laser
	<input type="checkbox"/> chalumeau	<input type="checkbox"/> tronçonneuse, meuleuse, perceuse

Opérateurs :

Nom			
Fonction			
Habilitation			

Formulaire «Permis de feu» réalisé par la FFB



CONSIGNES DE SÉCURITÉ

AVANT L'INTERVENTION

1. Vérifier que les appareils de soudage sont en parfait état (tension convenable, bon état des postes oxyacétyléniques, tuyaux...)
2. Éloigner, protéger ou couvrir de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles ou inflammables (voir illustration)
3. Vérifier la nature des matériaux situés derrière les cloisons proches du lieu de travail (voir illustration)
4. Si le travail doit être effectué sur un réservoir, une gaine, une tuyauterie ou un volume creux, s'assurer que son dégazage est effectif (voir illustration)
5. Obstruer les ouvertures, interstices, fissures... au moyen de sable, bâche, plaque métallique...
6. Dégager largement le parcours des conduites traitées de tout matériel combustible ou inflammable (voir illustration)
7. Disposer à portée immédiate les moyens d'alarme et de lutte contre le feu. Ceux-ci devront comporter au moins un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur approprié à l'extinction d'un feu naissant à proximité des travaux (CO₂ ou poudre pour les risques électriques, par exemple : la soudure à l'arc)
8. Prendre les dispositions nécessaires pour éviter le déclenchement du système de détection ou d'extinction automatique
9. Désigner un opérateur qualifié pour les interventions de sécurité incendie
10. Établir et s'assurer des signatures du PERMIS DE FEU
11. Dans un établissement classé ERP, s'assurer que le dossier imposé par l'article GN13 a été déposé auprès de l'autorité compétente
12. Dans un établissement classé IGH, s'assurer du respect des articles GH3 et GH65

PENDANT L'INTERVENTION

13. Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute (voir illustration)
14. Ne déposer les objets chauffés que sur des supports ne craignant pas la chaleur et ne risquant pas de la propager

APRÈS L'INTERVENTION

15. Remettre en service le système d'extinction automatique ou de détection éventuellement neutralisé (voir illustration)
16. Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur
17. Maintenir une surveillance rigoureuse pendant deux heures au moins après la cessation du travail. Si cette surveillance ne peut être assurée, cesser toute opération par point chaud au moins deux heures avant la cessation générale du travail dans l'établissement. Si possible, confier le relais de la surveillance à une personne nommément désignée pouvant accomplir des rondes (voir illustration)



SURVEILLANCE DE SÉCURITÉ			
pendant les travaux			
nom		Signature	
après les travaux			
à partir de	h	jusqu'à	h
nom		Signature	

© Copyright FFB 2013

CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte

Moyens de première intervention

Numéro d'appel en cas d'urgence

Permis de feu délivré le :

Le représentant du maître d'ouvrage*

Nom

Date

Signature

Le représentant de l'entreprise intervenante

Nom

Date

Signature

*maître d'ouvrage, maître d'ouvrage délégué, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, responsable de la sécurité du site, responsable des travaux du site, chef d'établissement

Formulaire «Permis de feu» réalisé par la FFB

TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES CANALISATIONS ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES RECOMMANDATIONS TECHNIQUES

■ Conditions pour déterminer si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages Electriques

Les travaux sont considérés à proximité d'ouvrages électriques lorsque :

- Ils sont situés à moins de **5 mètres** de lignes électriques aériennes de tension supérieure à 50 000 volts,
- Ils sont situés à moins de **3 mètres** de lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000 volts,
- Ils sont situés à moins de **1,5 mètre** de lignes électriques souterraines, quelle que soit la tension.

ATTENTION

Pour la détermination des distances entre les "travaux" et l'ouvrage électrique, il doit être tenu compte :

- des mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe),
- des engins ou de chutes possibles des engins utilisés pour les travaux,
- des mouvements, mêmes accidentels, des charges manipulées et de leur encombrement,
- des mouvements, déplacements et balancements des câbles des lignes aériennes.

■ Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages électriques, comme précisé ci-dessus, vous devez respecter les prescriptions **des articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail**.

1- Si la mise hors tension est éventuellement possible, vous devrez avoir obtenu du chargé d'exploitation une attestation de mise hors tension de l'ouvrage à proximité duquel les travaux sont envisagés.

2- Compte tenu qu'ERDF est placé dans l'obligation impérieuse de limiter les mises hors tension aux cas indispensables pour assurer la continuité de l'alimentation électrique, compte tenu également du nombre important de travaux effectués à proximité des ouvrages électriques et de leur durée, votre chantier pourra se dérouler en présence de câbles sous tension. Dans ce cas, **en accord avec le chargé d'exploitation avant le début des travaux**, vous mettrez en oeuvre l'une ou plusieurs des mesures de sécurité suivantes :

- avoir dégagé l'ouvrage exclusivement par sondage manuel,
- avoir balisé la canalisation souterraine et fait surveiller le personnel par une personne compétente,
- avoir balisé les emplacements à occuper, les itinéraires à suivre pour les engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention,
- avoir délimité matériellement la zone de travail dans tous les plans par une signalisation très visible et fait surveiller le personnel par une personne compétente,
- avoir placé des obstacles efficaces pour mettre l'installation hors d'atteinte,
- avoir fait procéder à une isolation efficace des parties sous tension par le chargé d'exploitation ou par une entreprise qualifiée en accord avec le chargé d'exploitation,
- avoir protégé contre le rayonnement solaire les réseaux souterrains mis à l'air libre et faire en sorte de ne pas les déplacer, ni de marcher dessus,
- appliquer des prescriptions spécifiques données par le chargé d'exploitation.

En cas de dommages aux ouvrages appelez le 01 76 61 47 01 et uniquement dans ce cas